

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 13 décembre 2022 à 19h00**

ppp

**Président : R. DETANG, Maire**

**Nombre de conseillers**

- ♦ en exercice : 29
- ♦ présents : 18
- ♦ votants : 29

**Présents :** Mr R.DETANG, Mme I.PASTEUR, Mr M.JELLAL, Mme C.GOZZI, Mr P.SCHMITT, Mme S.MUTIN, MM M.LUCHIN, V.GNAHOUROU, K.SOUVANLASY, S.AWOUNOU, H. EL KRETE, Mmes V.BACHELARD, C.FROIDUROT, S.PANNETIER, Mr J.THOMAS, Mme V.DOS SANTOS, MM S.KENCKER, G.DÉCLAS

ppp

**Excusés :** Mmes P.BONNEAU (pouvoir à V.GNAHOUROU), K.BOUZIANE LAROUSSI (pouvoir à V.BACHELARD), A. MALACLET (pouvoir à S.PANNETIER), Mr D. REUET (pouvoir à S.AWOUNOU), Mme E.PREIONI VINCENT (pouvoir à I.PASTEUR), MM S.BOULOGNE (pouvoir à M.JELLAL), M.BAMBA (pouvoir à K.SOUVANLASY), Mmes N.BINGGELI (pouvoir à C.GOZZI), N.COMBELONGE (pouvoir à S.KENCKER), MM B.MILLOT (pouvoir à V. DOS SANTOS), R.MAGUET (pouvoir à G.DÉCLAS)

**Date de convocation**

06 décembre 2022

**Secrétaire de séance : Mario LUCHIN**

**Date d'affichage**

16 décembre 2022



**7. RESILIATION DE LA CONVENTION D'AFFERMAGE ET DU BAIL A CONSTRUCTION DU GOLF MUNICIPAL DE QUETIGNY**

**Décision : Unanimité**

Vu la Loi dite « Sapin » n°93-122 du 29 Janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques applicable à la convention ;

Vu la note de synthèse **jointe en annexe 5** à la présente délibération ;

La Commune est propriétaire du golf de Quetigny. Cet équipement est actuellement exploité par la société Blue Green en application d'un ensemble contractuel constitué de :

- Une convention d'affermage signée le 12 décembre 1989 et entrée en vigueur à cette date pour une durée de 45 années, confiant à l'exploitant la gestion de la première tranche du golf de Quetigny.
- Un bail à construction, signé le 7 octobre 1988 pour une durée de 45 années, et confiant à l'exploitant un terrain contigu au golf, à charge pour lui d'y édifier et d'y entretenir un équipement à usage de centre d'entraînement au golf, de club house avec des dépendances.

La chambre régionale des comptes a émis plusieurs critiques, notamment juridiques, à l'encontre des conditions d'exploitation de ce complexe.

Un audit a ainsi été engagé, dont il a résulté d'importantes fragilités de cet ensemble contractuel. Il découle plus précisément de cet audit, synthétisé dans la note annexée à la présente délibération (**annexe 5**), que la résiliation pour motif d'intérêt général de cet ensemble contractuel peut être poursuivie, dès lors que la durée de celui-ci, de 45 années, est excessive au regard des dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 telle qu'interprétée par le juge administratif concernant les contrats entrés en vigueur avant ladite loi (CE, 8 avril 2009, n°271737).

Cette résiliation semble en effet nécessaire pour ce motif et doit également permettre de remettre à plat cet ensemble contractuel complexe qui s'est révélé peu adapté aux conditions actuelles de

gestion de l'équipement et à la modernisation nécessaire de l'équipement golfique, ainsi qu'à l'adaptation aux évolutions du service public.

C'est la raison pour laquelle il est proposé au conseil municipal de prononcer la résiliation de l'ensemble contractuel constitué par le contrat d'affermage et le bail à construction du complexe golfique.

Un effet différé est nécessaire afin de mettre en place un nouveau mode de gestion tout en garantissant la continuité du service public. Il est ainsi proposé de prononcer la résiliation avec effet au 31 décembre 2023, délai suffisant pour mettre en place le nouveau mode de gestion dans de bonnes conditions et qui permettra une clôture aisée des comptes en faisant coïncider exploitation et année civile.

Les conséquences financières de cette décision sont présentées dans la note de synthèse. La résiliation donnera lieu à négociation entre Monsieur le Maire et la société Blue Green ; une négociation qui sera formalisée dans un protocole de résiliation.

Parallèlement, Monsieur le maire a engagé une réflexion sur le futur mode de gestion de cet équipement structurant à l'échelle communale.

Le conseil municipal sera donc ultérieurement saisi pour choisir le futur mode de gestion une fois cette réflexion aboutie.

Le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser la résiliation de la convention d'affermage signée le 12 décembre 1989 et le bail à construction signé le 7 octobre 1988, relatifs au golf Quetigny Grand Dijon sont résiliés, avec effet différé au 31 décembre 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à mener toute négociation avec l'exploitant actuel du complexe golfique aux fins d'arrêter précisément les modalités financières de la résiliation, à signer tous les actes afférents et à engager toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Fait à Quetigny, le 14 décembre 2022  
Copie Certifiée Conforme,

  
**Rémi DETANG**  
Maire de Quetigny  
Vice-Président de Dijon Métropole  
Président de l'EPFL de Côte d'Or